

**Commission:** UNESCO

**Question:** Peut-on tout dire dans les médias et sur les réseaux sociaux ?

**Auteur:** États-Unis

Depuis quelques années, la liberté d'expression est reconnue comme un droit humain fondamental et essentiel à la démocratie. La presse étant un garant de la pluralité des opinions et un des principaux moyens d'information, est un acteur clef dans tout régime démocratique et il est donc indispensable d'assurer sa protection. Cependant, avec l'émergence de nouveaux moyens de communication comme Internet qui permettent une diffusion plus rapide des informations, il est important de protéger la fiabilité et la véracité de celles-ci sans pour autant aller jusqu'à la censure.

La délégation américaine tient en compte cet enjeu et respecte, grâce à la *Déclaration des droits* de 1776, la liberté de la presse.

Ce sont des lois très libérales en ce qui concerne les contenus publiés sur les médias. Contrairement aux politiques strictes des pays européens, les États-Unis respectent la liberté d'expression de manière presque absolue sauf quand le discours prononcé incite directement à un crime ou à la violence.

Le *politically correct* est un terme utilisé pour définir un langage d'euphémisme lorsque on parle en public. Il remplace des mots qui sont considérés offensifs, par d'autres qui ne le sont pas. Le problème est que cela est allé bien trop loin. C'est devenue une contrainte qui a réduit énormément la liberté d'expression de toute personne voulant partager son opinion ou point de vue. La notion comporte tellement de règles à prendre en compte que finalement, on ne peut dire ce qu'on pense en toute sincérité, sans nous soucier à suivre des mesures pour «parler en société».

C'est pourquoi les États-Unis pense que, afin d'assurer la liberté d'expression et éviter toute censure, nous pouvons arrêter de nous préoccuper d'être exagérément «politically correct». Et ainsi, pouvoir tout dire dans les médias.

Dans notre pays, tout le monde a accès à Internet. Cependant, les *fakes news* dans les réseaux sociaux sont un problème majeur qui exige d'être réglé le plus rapidement possible afin de ne pas affecter le fonctionnement de la démocratie. La population doit avoir droit à toute forme de contenu et information mais qui ne soient pas faux. Ainsi, elle sera confrontée à un partage d'idées et de points de vue différents afin d'accepter et respecter l'opinion de tous.

En ce qui concerne la sécurité des journalistes, selon le recensement de l'UNESCO entre les années 2012 et 2016, les États-Unis font part des pays avec le moins d'assassinats de journalistes au monde.

Depuis l'attentat contre les Tours Jumelles du 11 septembre 2001, le gouvernement américain a pris la décision d'être plus alerte et prendre des précautions et préventions contre de nouvelles possibles attaques. Notamment, il y a un plus grand contrôle sur le contenu publié sur les réseaux sociaux et dans les médias. Ces décisions sont prises en connaissance de la loi contre l'espionnage.

Actuellement, le problème des *fakes news* est un fléau que l'on retrouve partout sur les médias; surtout concernant des sujets très importants comme celui du coronavirus. Il est donc indispensable de confirmer la source et sa véracité afin de protéger la population mais aussi les journalistes fiables qui combattent la désinformation tous les jours.

Twitter par exemple, est devenu un des plus grands distributeurs de «fake news» avec Facebook, ce premier à cause du nombre limité de caractères qui contraint les utilisateurs à ne pas mettre la source. Comme ces deux entreprises sont privées, le gouvernement américain ne peut assurer pas le respect de la liberté d'expression de ses utilisateurs ou éviter la censure de quelques commentaires.

Une des solutions évidentes serait de conscientiser le public sur le respect et la liberté d'expression sur Internet, surtout dans les réseaux sociaux comme Twitter ou Facebook.

Mais ce n'est pas assez pour garantir la sensibilisation de la population. Il doit y avoir des lois internationales qui s'occupent d'éviter toute forme de censure qui violerait les lois de liberté d'expression. Cela impliquerait des nouveaux engagements politiques pour lutter contre la désinformation, les *fakes news* et la censure. Mais aussi pour assurer la protection au droit de l'information et d'informer, pour tous ces personnes qui se servent des nouveaux médias pour atteindre leurs publics, étant ou pas journalistes.

C'est ainsi que les États-Unis s'engagent auprès de ce Conseil à assurer la liberté d'expression tout en luttant contre la censure pour garantir un des fondements de toute démocratie: cette même liberté d'expression, sans inciter à un crime ou à la violence, et la liberté de la presse.